

Conseil exécutif de l'ACEP

Compte rendu de la réunion du 27 juin 2007 Bureau national de l'ACEP Salle de conférence 17 h 45

Présences : J. Aggrey (président), J-R. Benoit, C. Card (téléconférence), G. Dussault, C. Lakaski, S. Lawson, R. McVicar, A. Picotte, S. Spak, C. Therrien, M. Zinck (téléconférence), C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : M. Holyk, M. Korol, L. Perrin, A. Sipos, S. Spano.

Adoption de l'ordre du jour

S. Spak propose et C. Lakaski appuie l'adoption de l'ordre du jour. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Adoption du compte rendu de la réunion du 30 mai 2007

M. Zinck propose et S. Lawson appuie l'adoption du compte rendu. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Forum régional du Canada atlantique

Le Conseil étudie une proposition de tenir un forum des dirigeants locaux des régions de l'Atlantique en septembre 2007.

M. Zinck propose et C. Lakaski appuie l'approbation de la proposition.

Pour = 9, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

Suivis

Comité consultatif des jeunes membres

S. Lawson, membre du CCJM, signale qu'un événement social a eu lieu et qu'un bref sondage a été distribué aux personnes présentes afin de recueillir des renseignements sur les préoccupations des membres.

Suivi : Un rapport officiel sera présenté au Conseil exécutif national en septembre.

Colloque du Conseil national mixte

En raison d'engagements professionnels, M. Zinck ne pourra pas assister au colloque. J. Aggrey propose que S. Lawson le remplace. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Politique sur les absences aux réunions du Conseil national de l'ACEP

J. Aggrey dépose pour discussion un projet de politique afin de régler le problème des absences régulières aux réunions des comités de l'ACEP.

Politique proposée

Le membre du Conseil exécutif national ou d'un comité national de l'ACEP qui manque, soit trois réunions consécutives, soit quatre réunions, consécutives ou non, au cours d'une année civile est réputé avoir démissionné du comité en question. Le Conseil exécutif national peut au cas par cas prendre en compte les circonstances pour lesquelles le membre n'assiste pas aux réunions du comité et suspendre l'application de la présente politique.

Une discussion en table ronde a lieu.

C. Therrien propose et C. Lakaski appuie le retrait de toutes les mentions du Conseil exécutif national et le remplacement de « comité national » par « sous-comité ».

Texte de la résolution amendée :

« Le membre de tout sous-comité de l'ACEP qui manque, soit trois réunions consécutives, soit quatre réunions, consécutives ou non, au cours d'une année civile est réputé avoir démissionné du comité en question. »

S. Lawson demande de conserver la dernière phrase, ce qui est jugé irrecevable.

Suivi : J. Aggrey mentionne qu'il reviendra avec une politique sur les absences des membres du Conseil exécutif national.

C. Therrien affirme que le paragraphe 18.2 des Statuts couvre cette question.

G. Dussault demande si le Comité des finances est considéré comme un sous-comité.

C. Therrien demande que le Comité sur l'examen de la gouvernance ou le Comité des Statuts et Règlements étudie la définition des divers comités de l'ACEP.

S. Spak propose et J-R Benoit appuie l'adoption de la résolution amendée.

Pour = 9, contre = 1, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

Recommandation du Comité des finances

Le comité des finances soumet la recommandation suivante à l'approbation du CEN.

Recommandation :

Le CF propose que le Comité sur l'examen de la gouvernance envisage une modification aux Statuts qui permettrait au CEN d'affecter des dépenses au fonds de prévoyance au-delà de celui-ci, à la condition que les dépenses globales ne dépassent pas le total prévu au budget.

Le pour et le contre de la recommandation font l'objet d'un débat animé. Il s'ensuit que :

A. Picotte propose et B. McVicar appuie l'approbation de la recommandation.

Pour = 4, contre = 5, abstention = 1. **Résolution rejetée.**

Rapport du président

J. Aggrey signale qu'il a été très occupé au mois de juin. Il a assisté à de nombreuses réunions, dont des AGA de sections locales, une AGE, une réunion des dirigeants locaux. Il note que la classification EC a soulevé beaucoup d'intérêt, surtout aux AGA des sections locales. Voici un résumé de son rapport.

1. 4 juin – Réunion du CCJM

Il s'agit de la réunion qui a précédé l'événement social. J. Aggrey est heureux de dire que le comité fonctionne bien et qu'il semble mettre l'accent sur des façons de rejoindre d'autres jeunes membres. Il n'a pas encore reçu de rapport sur l'événement social.

2. 5 juin – AGA de Montréal

Cette AGA a connu une bonne assistance. Environ 13 membres s'étaient inscrits, mais presque 30 se sont présentés. Il s'agissait de la première AGA locale de notre ART relativement nouvelle Isabelle Germain. Elle a fait une bonne présentation et a bien répondu aux questions, dont beaucoup portaient sur la classification EC.

3. 6 juin – Réunion de négociation du CNM

Faits saillants :

Michel Paquette a été nommé secrétaire de la partie syndicale du CNM, en remplacement de Claude Leclair qui a pris sa retraite.

Le CNM convient de la nécessité d'une consultation plus efficace avec la direction et va mettre sur pied un groupe de travail gérable, qui comprendra des représentants des ministères.

Le président du Conseil du Trésor a maintenant accepté le nouveau RSSFP pour lequel

l'ACEP a fait partie de l'équipe de négociation.

La priorité du Comité des communications est de promouvoir l'importance du CNM.

4. 6 juin – ACEP – AGE sur la modification des Statuts

J. Aggrey est plutôt déçu de l'assistance à la réunion. Moins de 40 membres étaient présents malgré toute la publicité faite. Dans l'ensemble, les membres présents ont appuyé les modifications.

5. 7 juin – AGA de la section locale de Bibliothèque et Archives

Cette réunion a aussi connu une bonne assistance. J. Aggrey remarque une augmentation du nombre de membres aux AGA des sections locales au cours des trois dernières années. Ici également, beaucoup de questions ont été posées sur la classification EC. Il constate que les ministères et organismes ne semblent pas encore transmettre l'information aux membres. La section locale a aussi soulevé la question de la planification de la succession. Il prévoit rencontrer le nouvel administrateur général Ian Wilson afin d'aborder les préoccupations de nos membres.

J. Aggrey regrette de devoir annoncer que Peter Rochon, qui a assumé la présidence de la section locale depuis le début et qui a été élu par acclamation à l'AGA, a décidé de démissionner pour des raisons personnelles.

6. 13 juin – Réunion des dirigeants locaux

J. Aggrey indique que la réunion a donné lieu à très peu de suggestions précises concernant le budget. Toutefois, il en est ressorti des suggestions et des idées d'améliorations dans d'autres secteurs de l'organisation, notamment :

- i. Tenir des événements sociaux afin d'accroître la participation des membres.
- ii. Intensifier les relations publiques – par exemple, organiser un party de Noël sur la colline parlementaire pour les députés et les membres.
- iii. Accroître les communications en affichant sur le site Web des notes d'une page, par exemple sur les sujets suivants :
 - enjeux importants des ministères,
 - notes d'information sur les comités du CNM,
 - Réseau des employés professionnels.
- iv. Informer les dirigeants locaux des ministères sur la position de l'ACEP au sujet des enjeux touchant leur ministère afin qu'ils connaissent le point de vue à adopter dans les réunions avec la direction.

- v. Tenir les AGA un samedi ou dans le jour durant la semaine.
- vi. Tenir au moins trois réunions, et non seulement une, des présidents locaux et des VP de l'ACEP.

7. 14 juin – Dirigeants TR

J. Aggrey signale qu'il a rencontré Lionel Perrin, VP TR, et Claude Poirier, président de la section locale TR, afin de discuter d'enjeux urgents concernant les TR et de prévoir une rencontre avec Francine Kennedy, présidente du Bureau de la traduction. La rencontre aura lieu prochainement.

8. 18 juin – Comité sur la participation des membres

J. Aggrey est heureux d'annoncer que le comité progresse plutôt bien et que ses membres ont des discussions animées sur un certain nombre de questions qui engendreront certainement des idées en vue d'améliorer la participation des membres à l'ACEP. Il demande au CEN de demeurer aux aguets, car le président présentera un rapport au CEN en septembre.

9. 20 juin – AGA de Moncton

J. Aggrey affirme que nos membres à Moncton ont beaucoup apprécié que nous nous soyons déplacés pour la réunion de la section locale. Les membres ont exprimé leurs préoccupations quant aux effets négatifs possibles de la classification EC et sont déçus de ne pas être informés par la direction.

L'ART et le président leur ont fourni les dernières informations disponibles et les ont invités à consulter les mises à jour sur le site Web de l'ACEP.

10. 22 juin – Réunion du Comité sur l'examen de la gouvernance

J. Aggrey signale que le comité s'est réuni pour discuter des suggestions faites par les dirigeants locaux à leur réunion du 13 juin. Pour la suite des choses, le comité a décidé que le président, en collaboration avec le conseiller juridique et le président du Comité des Statuts et Règlements et de toute autre personne au besoin, préparerait un projet de modifications des Statuts à soumettre au CEG pour s'assurer que les modifications correspondent à la recommandation faite par le CEN. Le dossier sera ensuite envoyé au Comité des Statuts et Règlements pour un dernier examen et pour recommandation au CEN.

11. 26 juin – Consultation avec l'exécutif de BdP

J. Aggrey mentionne qu'il a consulté les membres de l'exécutif BdP afin d'obtenir leur appui pour lancer un projet pilote de système de vote électronique pour l'ACEP. Le projet pilote permettra à l'ACEP de tester la viabilité du système et de régler les

problèmes avant de l'étendre à l'ensemble des membres de l'ACEP.

J. Aggrey est heureux de dire que l'exécutif BdP appuie fortement l'initiative et est disposé à convaincre les membres à participer au projet pilote.

Observations

L'administrateur Michael Zinck félicite le Comité des communications pour son travail touchant l'initiative de vote électronique. Il note qu'il appuyait l'initiative quand il faisait partie du Comité des communications et applaudit le groupe BdP d'accepter de réaliser un projet pilote pour ce travail très important. Il a hâte d'en connaître les résultats.

12. 27 juin – Rencontre des stagiaires en formation accélérée pour les économistes

J. Aggrey signale qu'il a été invité à faire une présentation à de nouveaux stagiaires du programme. Il leur a transmis de l'information sur l'Association et leur a dit pourquoi il était important pour eux de devenir membres et ce que l'Association fera pour eux s'ils ont besoin d'aide pour régler des conflits en milieu de travail. Il les a encouragés à s'inscrire et leur a remis des fiches d'inscription, des stylos, des blocs-notes et des tasses.

Rapport des Services professionnels

Négociations

- La table TR :
 - Le comité de négociation ne s'est pas réuni depuis la dernière réunion de l'exécutif.
 - Deux jours de préparation à la négociation sont prévus les 13 et 14 août.
 - Deux jours de négociation sont prévus les 15 et 16 août.
- La table EC :
 - Depuis la dernière réunion de l'exécutif, le comité de négociation collective EC s'est réuni une fois, le 7 juin.
 - Les revendications EC sont finalisées; le comité a étudié le texte de la convention correspondant à quelques revendications suite à des modifications demandées depuis la dernière réunion; des observations préliminaires ont été ajoutées; le cahier est prêt.
 - L'ACEP a donné l'avis de négocier au Conseil du Trésor le 8 juin.
 - Nous éprouvons des difficultés à fixer une date pour l'échange des revendications afin d'amorcer la négociation.
 - L'ACEP a demandé d'échanger les revendications avant la fin de juin.
 - Malheureusement, le spécialiste en rémunération de l'équipe de négociation EC du Conseil du Trésor est en congé de maladie depuis un certain temps.

- J'ai toujours espoir que nous pourrons procéder à l'échange avant la mi-juillet.

Consultations à l'échelle de la fonction publique

- La norme de classification EC :
 - Il n'y a pas encore eu d'annonce officielle, mais nous croyons savoir que les ministres du Conseil du Trésor ont approuvé la norme de classification EC.
 - L'ACEP affichera sur son site avant la fin de la semaine un document sur les descriptions de travail EC.
 - Le document renferme de l'information et des conseils aux membres sur les différentes questions touchant la nouvelle norme de classification EC et sur les renseignements appropriés que devrait renfermer une description de travail EC.
 - Vous vous souviendrez peut-être que l'ACEP a diffusé un document similaire en novembre, intitulé *Rédaction des descriptions de travail EC, Perspective de l'ACEP, Partie I*.
 - Nous publions maintenant la partie II, de même qu'une mise à jour de la partie I.
 - L'ACEP expédiera un exemplaire du document de 21 pages à chaque membre EC avant la fin de juillet.
 - Concernant leurs carrières, le document sur la rédaction des descriptions de travail EC est probablement l'un des documents les plus importants que les membres EC recevront, car il explique à peu près tout sur la conversion, la norme et comment tirer avantage de la norme pour nos membres.
 - Parallèlement, l'ACEP envoie aux sous-ministres une lettre sur la question de la conversion.
 - Il existe deux versions de la lettre : l'une remercie le ministère pour son travail et l'autre exprime nos préoccupations.
 - Ce sont les ART qui ont décidé de la version qui s'appliquait le mieux à chaque ministère.
 - Les deux versions rappellent à l'employeur de tenir leurs employés ES et SI bien informés sur ce qui se passe dans leur ministère.
 - Les lettres rappellent aussi aux ministères d'accorder une attention particulière à l'attribution du groupe, parce que l'ACEP peut déposer des plaintes devant la CRTFP si elle estime qu'un ministère a reclassifié une description ES ou SI dans le mauvais groupe en l'attribuant à un groupe autre que le groupe EC.
 - La lettre sera expédiée vendredi.
- Les normes de qualification EC :
 - L'Agence de la fonction publique du Canada (AFPC) a approché l'ACEP le mois dernier pour des consultations sur une ébauche des normes de qualification EC.

- J'ai examiné l'ébauche et formulé mes observations.
- Essentiellement, j'ai rappelé à l'agence que les normes doivent tenir compte de la diversité du groupe EC et de la diversité des études requises.
- L'AFPC penche pour des normes de qualification différentes en fonction des champs de travail déterminés par la définition du groupe.
- Essentiellement, les membres ne connaîtront aucun changement de leur statut ou de leurs possibilités de carrière.
- Une certaine flexibilité est prévue, ce qui pourrait permettre le passage des SI au groupe ES, lorsque le travail SI est étroitement relié au travail ES, par exemple à STC.

Représentation

- Quatre membres TR ont déposé des griefs individuels en vertu du nouveau paragraphe 40.01 de la convention collective, qui oblige l'employeur à fournir une description de travail complète et à jour. La plus récente description de travail de ces membres remonte à 1989. Après la présentation de ces griefs au premier palier, l'employeur a reconnu que les descriptions de travail des membres n'étaient pas complètes et à jour. Les services d'un consultant seront bientôt retenus pour rédiger une nouvelle description de travail. Ce nouveau paragraphe de la convention collective des TR pourrait avoir un effet boule de neige, car nombre de descriptions de travail du groupe TR ne sont plus à jour.
- Un membre a déposé une plainte suite au concours TR-03. Après un échange d'information, l'Association a présenté trois allégations d'abus de pouvoir de la part du jury de sélection. Après le dépôt des allégations, la direction a communiqué avec nous afin d'organiser une séance de médiation. Au cours de la médiation, l'employeur a accepté de réintégrer le membre dans le processus de sélection. Le membre a réussi l'entrevue et a par la suite été nommé dans un poste de TR-03.
- La direction a demandé qu'un employé quitte son lieu de travail et ne revienne qu'après avoir obtenu une note d'un médecin confirmant son aptitude au travail. La direction a refusé de payer l'employé pour les jours d'absence, mais a changé d'idée après les représentations de l'Association et a décidé de payer l'employé pour ses jours d'absence.
- Un membre ES voulait racheter du service ouvrant droit à pension à son niveau antérieur, PM-02. L'employeur insistait pour que le rachat se fasse au niveau ES-04. L'Association a persuadé l'employeur qu'il faisait erreur et que l'employée ne devait pas payer simplement parce qu'elle avait perdu les documents pertinents. Le membre pourra donc racheter son service antérieur au niveau PM-02.
- Un membre du SCC a déposé une plainte de harcèlement pour abus de pouvoir de la part du directeur. L'employée a déposé une plainte détaillée appuyée d'un

témoignage convaincant. Nous l'avons incitée à accepter la médiation, ce qu'elle avait d'abord refusé. Après l'explication des avantages de la médiation, elle a accepté de soumettre à la médiation ses différends avec le directeur. Après deux (2) jours d'intense médiation, une entente est intervenue. L'entente tient compte de la plupart des points que notre membre cherchait à faire valoir. Le membre est heureux du dénouement et la situation sera revue dans quatre mois.

Formation

- Dates provisoires de la formation d'automne : dernière semaine d'octobre (anglais) et première semaine de novembre (français).
- Changements à la durée des cours :
 - Santé et sécurité au travail = une demi-journée
 - Connaître sa convention collective TR et EC = un jour et demi
 - Formation de base de délégué = un jour
- Guide du délégué syndical – à distribuer comme suit :
 - réunion de septembre du CEN (tous les membres du CEN)
 - ensuite à tous les dirigeants locaux qui ont assisté au cours de délégué depuis 2000 (explications pour ceux qui ont suivi le cours avant 2000)
 - par la suite, mises à jour par la poste

Questions internes

- Négociation collective SEA-ACEP
 - Ghislain Dussault, Maurice Korol et Micheline Lasalle (l'équipe de négociation de l'ACEP) ont rencontré le SEA les 25 et 26 juin. Les négociations doivent se poursuivre les 9 et 10 juillet.

L'administrateur Zinck remercie Jean Ouellette pour les exemples d'activités récentes des ART rapportés dans le compte rendu du CEN. Il note que ce sont de bons exemples, qui illustrent l'importance et la haute qualité du service offert aux membres par les ART.

Au sujet de la formation des délégués, M. Zinck dit que les membres de l'IPE n'ont soulevé aucune plainte ni aucun problème. Il note également qu'il mentionne clairement dans son courriel aux membres concernant les cours que l'ACEP assume les coûts du transport, de l'hébergement et du remplacement de salaire. Il suggère que ceci soit réitéré aux dirigeants locaux au cas où les questions que soulève Clayton se produiraient.

Pour ce qui est de la possibilité de tenir la formation à l'extérieur d'Ottawa, M. Zinck observe que Jean Ouellette a bien expliqué pourquoi on invite les délégués à Ottawa. M. Zinck continue d'appuyer cette politique.

Rapport de l'Administration

Serveur de base de données

D. Martin informe le conseil qu'elle cherchait à remplacer le serveur de base de données, mais qu'elle a demandé une nouvelle soumission tenant compte des besoins futurs de l'Association et de la nouvelle technologie à venir.

Merci aux commis de l'Administration

D. Martin exprime ses remerciements à son personnel et dit qu'elle est très impressionnée par le travail du personnel administratif malgré divers problèmes personnels que celui-ci a dû affronter. Elle souligne que les employés sont demeurés centrés sur le travail et ont assumé leurs responsabilités pendant toute cette période tout en respectant les échéances.

Levée de la séance

B. McVicar propose et M. Zinck appuie la levée de la séance à 21 h 40.

Résolution adoptée à l'unanimité.